

**COMMUNAUTÉ CHRÉTIENNE DU  
PLEIN ÉVANGILE (C.C.P.E.)**

31 Rue de la République - 93100 Montreuil

Siret 38473582500018 - RNA W931001395

Association culturelle relevant de la Loi du 9 décembre 1905

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Mesdames, Messieurs les Membres,

### **I.- Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **COMMUNAUTÉ CHRÉTIENNE DU PLEIN ÉVANGILE (C.C.P.E.)** relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

**Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.**

### **II.- Fondement de l'opinion**

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes :

- « Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture » de l'annexe des comptes annuels concernant le litige qui opposait l'association au bailleur des biens immobiliers.

### **III.- Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



**IV.- Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

**V.- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

**VI.- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

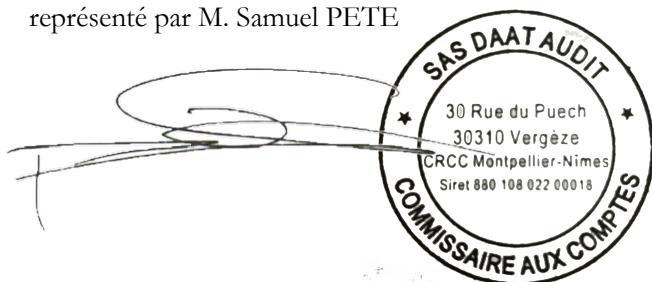
Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Vergèze, le 13 juin 2025

Le Commissaire aux comptes

**SAS DAAT AUDIT**

représenté par M. Samuel PETE



**ANNEXE – DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS DU  
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



## **COMPTES ANNUELS**

**en euros**

### **ASSOCIATION EGLISE CCPE MONTREUIL**

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

#### **Bilan au 31/12/2024**

31 Rue de la République  
93100 MONTREUIL

SIRET : 38473582500018

NAF : 9491Z

## Sommaire

Dossier - page de garde	1
Sommaire	2
<b>BILAN</b>	
Bilan Actif	3
Bilan Passif	4
<b>COMPTE DE RÉSULTAT</b>	
Compte de résultat	5
Compte de résultat (Suite)	6
<b>ANNEXE</b>	
Règles et méthodes comptables	7
Etat des immobilisations	10
Etat des amortissements	11
Etat des créances et dettes	12
Charges à payer et produits à recevoir	13
Produits et charges constatés d'avance	14
Variation des fonds dédiés - Ressources liées à la générosité du public	15
Variation des fonds propres art. 431-5	16
Honoraires des commissaires aux comptes	17

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	23 683	21 894	1 789	4 045
Autres immobilisations corporelles	61 100	32 614	28 486	21 063
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	12 713		12 713	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	9 263		9 263	8 293
TOTAL I	106 759	54 507	52 252	33 400
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	144 716		144 716	98 949
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	245 583		245 583	293 470
Charges constatées d'avance				66
TOTAL III	390 299		390 299	392 485
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	497 058	54 507	442 550	425 885



Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	50 711	90 852
Excédent ou déficit de l'exercice	174 984	-40 141
Situation nette	225 694	50 711
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées		
TOTAL I	225 694	50 711
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		164 321
TOTAL III		164 321
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	215 135	202 954
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	362	558
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 360	7 341
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	216 856	210 853
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	442 550	425 885





## Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services		
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	134 626	127 226
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	450	
Utilisations des fonds dédiés	164 321	
Autres produits	7 341	1 562
<b>TOTAL I</b>	<b>306 738</b>	<b>128 788</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	66 186	106 590
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements	51 307	47 633
Charges sociales	1 353	3 151
Dotations aux amortissements et dépréciations	9 399	7 960
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	4 232	3 124
<b>TOTAL II</b>	<b>132 476</b>	<b>168 459</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>174 262</b>	<b>-39 670</b>
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	950	1 175
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>950</b>	<b>1 175</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>		
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>950</b>	<b>1 175</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>175 212</b>	<b>-38 495</b>



Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>		
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion		1 243
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		121
<b>TOTAL VI</b>		<b>1 364</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>		<b>-1 364</b>
Participation des salariés aux résultats <b>VII</b>		
Impôts sur les bénéfices <b>VIII</b>	228	282
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>307 688</b>	<b>129 964</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>132 704</b>	<b>170 105</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>174 984</b>	<b>-40 141</b>

<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		



## **Annexe**

## Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 442 550 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 174 984 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### Identité de l'association

L'Association est dénommée COMMUNAUTE CHRETIENNE DU PLEIN EVANGILE - CCPE Montreuil.

Elle est régie par les lois du 9 décembre 1905, du 1er juillet 1901 et par les décrets du 16 mars 1906 et du 16 août 1901.

Son siège social se situe au 29, Rue de la République 93100 Montreuil. Elle est déclarée en préfecture sous le numéro : W931001395 (Numéro RNA).

Son numéro Siret est le 38473582500018.

### Objet associatif

L'Association a pour objet exclusif d'assurer l'exercice du culte protestant et de pourvoir en tout ou partie aux frais et besoins du culte et des divers services et activités qui peuvent s'y rattacher.

### Nature et périmètre d'activité

Conformément au titre IV de la loi du 9 décembre 1905 portant séparation des Eglises et de l'Etat, l'Association exerce exclusivement des activités cultuelles.

Deux espaces proches l'un de l'autre sont loués par l'association afin d'organiser ses activités cultuelles : une location pour les cultes et réunions de prière, l'autre espace étant destiné à l'accueil des enfants pour les enseignements.

### Moyens mis en oeuvre

L'Association est locataire des locaux nécessaires à l'exercice du culte.

L'Association compte parmi ses effectifs un pasteur qui a pris sa retraite administrative en 2020 ainsi qu'une assistante pastorale depuis octobre 2021.

### Faits caractéristiques

Aucun.

### Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture



2023 marque la fin du différent existant depuis 2020/2021 entre l'association et son bailleur.

Ce litige portait sur le montant des loyers et charges suite à une révision significative effectuée par le bailleur.

Par principe de prudence, les loyers appelés ont été soit comptabilisés soit provisionnés, l'association ayant décidé de son côté de n'en régler qu'une partie expliquant ainsi l'importance de l'en-cours des comptes fournisseurs à la fois à l'actif et au passif.

En 2024 le dialogue est maintenu, un nouveau loyer est appelé et réglé. Reste un différent concernant les charges locative pour laquelle l'association est toujours en attente de justificatif que le bailleur s'est engagé par mail à fournir.

Au 31/12/2024, l'en-cours vis à vis du bailleur est de 64.701 euros.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- Installations techniques et matériels industriels3 à 10 ans,
- Outillages industriels5 ans,
- Instal. générales, agencements & aménag. divers3 à 5 ans,
- Mobilier de bureau et informatique3 à 5 ans,
- Mobilier5 ans.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de départ à la retraite

Les ministres du culte ne relevant pas du droit du travail aucune provision en matière d’engagement de retraite n’a été constituée.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

L'Assemblée Générale réunie en date du 27 juin 2024 a pris acte de l'abandon du projet et a décidé à l'unanimité de reprendre l'intégralité du fonds dédié.

Les fonds dédiés s’élèvent à la clôture de l’exercice à :0 €

Nature	A l'ouverture	Dotation	Reprise	Au 31/12/2024
Projet Immobilier	164.321,40 €	0,00 €	164.321,40 €	0,00 €

Dons manuels

Seuls les dons reçus et encaissés au cours de la période comprise entre le 1er janvier 2024 et le 31 décembre 2024 sont comptabilisés dans les produits de l'exercice et pris en compte pour l'établissement des reçus fiscaux.

Contributions volontaires en nature



L'Eglise reconnaît toute l'importance de l'engagement bénévole des femmes et des hommes qui se mobilisent dans le cadre de son activité ; cet engagement gratuit relève de la grâce prêchée par l'Eglise et constitue une offrande. La mise en place des outils de décompte d'heures et l'établissement des bases monétaires de la valorisation du temps des bénévoles contreviennent à la nature profonde de cet engagement.

En conséquence et conformément à l'article 211-4 du règlement ANC 2018-06, aucune valorisation au titre des contributions volontaires en temps des bénévoles n'est effectuée.

Il convient néanmoins de porter à la connaissance du lecteur qu'hormis les postes des ministres du culte dont les rémunérations sont enregistrées dans les comptes de l'association, tous les autres services de l'association culturelle sont exercés grâce à l'action bénévole de ses membres.

### Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

### Changement de méthode

Il n'y a eu aucun changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y a eu aucun changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.



Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL			
Terrains			
Constructions : <ul style="list-style-type: none"><li>- Sur sol propre</li><li>- Sur sol d'autrui</li></ul>			
Installations : <ul style="list-style-type: none"><li>- Générales, agencements et aménagements constructions</li><li>- Techniques, matériel et outillage</li><li>- Générales, agencements et aménagements divers</li></ul>	23 683 8 760		
Matériel : <ul style="list-style-type: none"><li>- De transport</li><li>- De bureau et informatique, mobilier</li></ul>	19 500 18 273		14 567
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			12 713
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	70 216		27 280
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : <ul style="list-style-type: none"><li>- Participations</li><li>- Titres immobilisés</li></ul>			
Prêts et autres immobilisations financières	8 293		970
TOTAL	8 293		970
TOTAL GÉNÉRAL	78 509		28 250

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains				
Constructions : <ul style="list-style-type: none"><li>- Sur sol propre</li><li>- Sur sol d'autrui</li></ul>				
Installations : <ul style="list-style-type: none"><li>- Gales, agencts et aménagt. const.</li><li>- Techniques, matériel et outillage</li><li>- Gales, agencts et aménagt. divers</li></ul>			23 683 8 760	
Matériel : <ul style="list-style-type: none"><li>- De transport</li><li>- De bureau et informatique, mobilier</li></ul>			19 500 32 840	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes			12 713	
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL			97 496	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : <ul style="list-style-type: none"><li>- Participations</li><li>- Titres immobilisés</li></ul>				
Prêts et autres immobilisations financières			9 263	
TOTAL			9 263	
TOTAL GÉNÉRAL			106 759	



Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	19 638	2 256		21 894
Installations générales, agencements et aménagements divers	8 760			8 760
Matériel de transport	6 468	3 900		10 368
Matériel de bureau et informatique, mobilier	10 243	3 243		13 486
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	45 109	9 399		54 507
TOTAL GÉNÉRAL	45 109	9 399		54 507

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				





## Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	9 263		9 263
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	144 716	144 716	
Charges constatées d'avance			
<b>TOTAL</b>	<b>153 979</b>	<b>144 716</b>	<b>9 263</b>

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	215 135	215 135		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	134	134		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices	228	228		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	1 360	1 360		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>216 856</b>	<b>216 856</b>		



Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	184 901	172 804
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		7 341
TOTAL	184 901	180 145

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	217	
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		282
TOTAL	217	282



Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation		66
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL			66



Variation des fonds dédiés - Ressources liées à la générosité du public

Ressources liées à la générosité du public	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Projet immobilier	164 321				-164 321		
TOTAL	164 321				-164 321		

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts



Variation des fonds propres art. 431-5

(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	90 852	-40 141			50 711
Excédent ou déficit de l'exercice	-40 141	40 141	174 984		174 984
Situation nette	50 711		174 984		225 694
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	50 711		174 984		225 694

Commentaires : néant



Honoraires des commissaires aux comptes

Type d'honoraires	Montant
Contrôle légal des comptes	4 800
Conseils et prestations de services	
TOTAL	4 800

Commentaires : néant

